

Initiative du chaos: ***non à cette initiative qui aurait un effet boomerang dangereux*** pour la Suisse

09.06.2026

D'un coup d'oeil

- L'initiative met en péril la voie bilatérale avec l'UE, notre principal partenaire économique et sécuritaire, bien plus tôt que beaucoup ne l'imaginent
- Dans une société vieillissante, une baisse de l'immigration signifie des renoncements, moins de services et une pression accrue sur la population active
- Un plafonnement strict de la population ne résoudra pas les problèmes liés aux transports, au logement ou à l'asile, mais en créera de nouveaux, encore plus importants

Dimanche, les Suisses voteront pour dire s'ils souhaitent être le premier pays au monde à inscrire dans sa Constitution un plafond démographique fixe. D'après les derniers sondages, le résultat s'annonce serré. Chaque voix compte.

L'initiative du chaos de l'UDC se saisit de préoccupations réelles liées à la croissance démographique et propose une solution qui se veut simple: un plafonnement démographique rigide. Le tout en suggérant un horizon temporel qui semble lointain, accompagné de déclarations minimisant la portée concrète et un nom trompeur, qui promet la durabilité pour dissimuler des conséquences drastiques.

C'est précisément là que réside le danger. Cette initiative n'est pas un «acte libérateur» pour la Suisse, mais un dangereux boomerang qui finira par nous revenir en pleine face.

L'initiative menace vraiment la voie bilatérale et rapidement

Les conséquences seraient plus rapides qu'on ne l'imagine: des conséquences graves risquent de se matérialiser déjà dans quelques années, bien avant 2050. Dès que la Suisse sera contrainte de restreindre le regroupement familial, comme le demande l'initiative, cela entraînera une confrontation directe avec l'UE. Comme il s'agira d'une grave violation de l'accord sur la libre circulation des personnes, cela mettra sérieusement en péril la voie bilatérale.

Une rupture avec l'Europe aurait des conséquences très néfastes. La coopération dans des domaines clés serait bloquée pendant des années. Dans la mesure où l'UE est de loin notre principal partenaire commercial et sécuritaire, cette initiative mettrait directement en péril la prospérité et la sécurité de la Suisse. Dans une période d'incertitude géopolitique croissante et de multiplication des conflits commerciaux, il serait d'autant plus imprudent de mettre en péril nos relations avec l'UE.

L'initiative accentuerait le vieillissement démographique et nous tous en payerions le prix

Quand on parle d'immigration, il ne faut pas ignorer la réalité démographique: la Suisse vieillit. Résultat, le nombre de retraités augmente tandis que le nombre d'actifs baisse. Ce déséquilibre croissant représente un défi de taille pour le marché du travail, la prévoyance vieillesse et la prospérité.

Un plafonnement rigide de la population ne ferait qu'aggraver encore les conséquences du vieillissement de la population. Si l'effet de rajeunissement lié à l'immigration de main-d'œuvre venait à disparaître, les conséquences ne se limiteraient pas au manque de main-d'œuvre pour soigner, construire, réparer, planifier ou assurer le service. L'AVS se retrouverait encore plus sous pression et la charge pesant sur les actifs continuerait de s'alourdir.

La Confédération a publié récemment une étude sur les conséquences d'un plafonnement démographique qui chiffre précisément les coûts de l'initiative. Sans surprise, ils dépassent largement les économies réalisées.

Accepter l'initiative, c'est accepter des renoncements pour tous

Quiconque souhaite limiter radicalement l'immigration doit aussi indiquer qui devra se passer de main-d'œuvre à l'avenir. L'hôpital régional, qui atteint déjà ses limites? La PME du village qui cherche désespérément du personnel? Les transports publics, qui peinent déjà à trouver du personnel? Ou encore la recherche et l'innovation, qui dépendent des talents internationaux?

Le fait est que de nombreux métiers, essentiels au bon fonctionnement de notre pays, sont actuellement assurés par des travailleurs étrangers. De plus, la Suisse, en tant que pôle d'innovation, dépend fortement de talents internationaux. Sans cette main-d'œuvre, on risque de voir la qualité des soins se détériorer, les temps d'attente s'allonger, l'innovation reculer et la qualité de vie se dégrader.

L'initiative ne résout aucun problème, mais en crée une multitude

Les partisans de l'initiative donnent l'impression qu'un plafonnement rigide de la population permettrait de résoudre facilement et rapidement d'importants défis auxquels la Suisse est confrontée. Cette impression est trompeuse.

La circulation routière en est un bon exemple: la population suisse a pour ainsi dire doublé depuis 1960, tandis que le nombre de voitures a été multiplié par neuf. La croissance démographique est certes un facteur, mais d'autres facteurs, comme l'évolution du niveau de vie, sont déterminants. Si la Suisse continue de se reposer sur des infrastructures qui datent souvent des années 1970, les embouteillages ne diminueront pas d'une minute en cas d'acceptation de l'initiative.

On peut également citer les domaines de l'asile et de la sécurité: là non plus, l'initiative ne résout pas les problèmes actuels. Au contraire, si les accords de Schengen et de Dublin avec l'UE venaient à tomber, la Suisse ne pourrait plus renvoyer de demandeurs d'asile vers les États européens et tout requérant dont la demande a été rejetée dans un pays de l'UE serait dorénavant en droit de déposer une deuxième demande d'asile en Suisse. Et puis, lutter contre la criminalité serait considérablement plus compliqué sans accès aux bases de données de recherche du Système d'information Schengen.

C'est le dernier moment pour voter NON à l'initiative du chaos!

L'initiative du chaos est contre-productive. Elle met en péril la voie bilatérale avec l'UE, aggrave les défis liés au vieillissement démographique et conduit à des renoncements. Non seulement elle ne résout aucun des problèmes existants, mais elle en crée beaucoup de nouveaux.

Il serait dangereux de croire qu'en votant oui, on se contenterait d'envoyer un signal politique. L'initiative du chaos n'est pas symbolique; son acceptation aboutirait à une nouvelle disposition constitutionnelle avec des conséquences bien réelles et concrètes. Si vous souhaitez vous engager en faveur d'une Suisse tournée vers l'avenir, votez NON à l'initiative du chaos le 14 juin.

Pascal Wüthrich

Responsable de projets Économie extérieure

Corine Fiechter

Responsable de projets Politique économique et formation

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch